

# 2014

*Rapport d'activité*

---

*Jahresbericht*

**FCV - VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden

**Sommaire**  
**Inhaltsverzeichnis**

Mot du Président de la FCV	3
Wort des Präsidenten des VWG	4
Rapport d'activité du comité	5
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	10
Comptes d'exploitation / Budget	16
Erfolgsrechnung / Budget	17
Bilan / Bilanz	18
Rapport des vérificateurs / Revisorenbericht	19
Comité / Vorstand	20

Mesdames les Présidentes de commune,  
Messieurs les Présidents de commune,  
Mesdames les Conseillères communales,  
Messieurs les Conseillers communaux,  
Mesdames, Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous remettre le rapport annuel 2014 de notre Fédération des communes valaisannes. Durant l'année écoulée, nous avons traité un grand nombre de thèmes et de dossiers importants touchant directement ou indirectement nos communes. Nous sommes satisfaits de relever que la FCV reste aujourd'hui encore un partenaire privilégié du Conseil d'Etat et des autorités cantonales. Elle est consultée dans tous les domaines et toutes les questions concernant les communes. Ainsi, nous pouvons défendre efficacement les intérêts de nos collectivités locales à tous les stades des procédures législatives et des autres processus de décision. Parallèlement, nous mettons à profit nos contacts réguliers avec les Chefs de département et les Chefs de services du Canton pour intégrer directement les attentes des communes. Nous constatons que notre avis est pris en compte et que nos arguments sont entendus.

Malgré une orientation et un travail de la FCV marqués par la continuité et la stabilité, c'est dans le courant de l'année que notre secrétaire général, M. Oliver Schnyder, a décidé de quitté notre fédération pour prendre une nouvelle orientation professionnelle. Durant ces 12 dernières années, il a grandement contribué au développement de notre fédération et en a fait un partenaire important pour le Canton. Nous remercions cordialement M. Schnyder pour son activité en faveur des communes valaisannes, son engagement personnel et sa collaboration sans faille. Au nom du comité et de l'ensemble des communes, je lui adresse mes meilleurs vœux pour son avenir privé et professionnel.

Après une courte période d'interruption au sein de notre secrétariat, c'est le 1<sup>er</sup> septembre 2014 que nous avons accueilli notre nouvelle secrétaire générale en la personne de Mme Eliane Ruffiner-Guntern. Nous nous réjouissons de pouvoir collaborer avec elle et lui souhaitons beaucoup de plaisir dans sa nouvelle fonction au sein de notre comité et de la Fédération. Durant l'année écoulée, le comité s'est réuni à huit reprises en séances ordinaires. Il a élaboré des prises de position sur 5 consultations cantonales et a participé à de nombreux groupes de travail et commissions. Le projet R21 a occasionné une attention toute particulière.

Je tiens à remercier le Président du gouvernement et ses collègues Conseillers d'Etat pour leur précieuse et constructive collaboration tout au long de l'année qui s'achève. Nous avons apprécié ces divers contacts directs et réguliers. Un grand merci aux chefs de services de l'Etat du Valais, ainsi qu'à leurs collaboratrices et collaborateurs pour les fructueux échanges. Au nom de la Fédération, j'aimerais remercier tout spécialement M. Maurice Chevrier, chef du Service des affaires intérieures et communales, ainsi que M. Olivier Beney, secrétaire général du Département des finances et des institutions, qui ont toujours fait preuve d'une grande disponibilité pour répondre à nos requêtes concernant les affaires communales.

J'adresse également un grand merci aux membres du comité pour leur excellente collaboration et leur engagement personnel en faveur des communes valaisannes. Mes remerciements vont tout particulièrement aux nombreux responsables communaux qui s'engagent pour les intérêts des communes. Enfin, j'aimerais également vous remercier, chères Présidentes, chers Présidents de communes, pour votre soutien et vos précieuses suggestions. Je vous souhaite plein succès dans l'exercice de vos responsabilités et dans la poursuite de votre mandat public.

*Stéphane Pont, président*

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten  
Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir freuen uns, Ihnen den Jahresbericht 2014 des Verbandes Walliser Gemeinden vorlegen zu dürfen. Auch im vergangenen Verbandsjahr haben wir uns mit einer Vielzahl von Themen und wichtigen Dossiers beschäftigt, die sich direkt oder indirekt auf unsere Gemeinden auswirken. Wir sind erfreut festzustellen, dass der VWG heute ein privilegierter Partner des Staatsrats und der kantonalen Behörden ist. Der Verband wird für sämtliche die Gemeinden betreffenden Bereiche und Fragen konsultiert. So können wir die Interessen der lokalen Behörden in allen Stadien des Gesetzgebungsverfahrens und der übrigen Entscheidungsprozesse wirkungsvoll vertreten. Zudem nutzen wir die regelmässigen direkten Kontakte mit den Departementsvorstehern und den Dienstchefs des Kantons, um die Anliegen der Gemeinden direkt einzubringen. Wir stellen fest, dass unsere Meinung berücksichtigt wird und dass unsere Argumente gehört werden.

Die Ausrichtung und Arbeit des VWG ist von Kontinuität und Stabilität geprägt. Dennoch hat sich im Laufe des Jahres unser langjähriger Generalsekretär, Herr Oliver Schnyder, entschieden, unseren Verband aufgrund seiner beruflichen Neuausrichtung zu verlassen. Er hat die Arbeit des VWG in den letzten 12 Jahren massgeblich geprägt und hat wesentlich dazu beigetragen, den Verband als wichtigen Partner im Kanton zu etablieren. Wir danken Herrn Schnyder herzlich für seine Arbeit zugunsten der Walliser Gemeinden, für sein persönliches Engagement und die stets vorbildliche Zusammenarbeit. Im Namen des Vorstandes und im Namen aller Gemeinden wünsche ich ihm für seine berufliche und private Zukunft alles Gute.

Nach einem kurzen Unterbruch in unserem Sekretariat konnten wir per 1. September 2014 Frau Eliane Ruffiner-Guntern als neue Generalsekretärin bei uns begrüssen. Wir freuen uns über die Zusammenarbeit und wünschen Frau Ruffiner viel Freude in ihrer neuen Funktion im Vorstand des Verbandes. Der Vorstand traf sich im Berichtsjahr zu acht ordentlichen Sitzungen. Es wurden Stellungnahmen zu 5 kantonalen Vernehmlassungen erarbeitet und in zahlreichen Arbeitsgruppen und Kommission wurde aktive Mitarbeit geleistet. Ein besonderes Augenmerk wurde auf die Arbeiten im Zusammenhang mit dem Projekt R21 gelegt.

Es ist mir ein Anliegen, dem Staatsratspräsidenten und seinen Staatsratskollegen für die sehr wertvolle und konstruktive Zusammenarbeit während des vergangenen Verbandsjahres zu danken. Wir schätzen die direkten und regelmässigen Kontakte sehr. Ein Dank gilt auch den Chefs der kantonalen Dienststellen, ihren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für den gepflegten Austausch. Ganz besonders danken möchte ich im Namen des Verbandes Herrn Maurice Chevrier, Chef der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten sowie Herrn Olivier Beney, Generalsekretär des Departements für Finanzen und Institutionen, die uns jederzeit für kompetente Auskünfte in kommunalen Fragen zur Verfügung stehen.

Einen herzlichen Dank für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und für den persönlichen Einsatz im Interesse der Walliser Gemeinden richte ich an die Mitglieder des Vorstandes. Danken möchte ich speziell auch den zahlreichen Gemeindeverantwortlichen, die sich für kommunale Anliegen einsetzen. Danken möchte ich auch Ihnen, sehr geschätzte Gemeindepräsidentinnen und Gemeindepräsidenten für die Unterstützung und Ihre wertvollen Impulse. Ich wünsche Ihnen auch weiterhin viel Erfolg bei der Ausübung ihrer verantwortungsvollen öffentlichen Aufgabe.

*Stéphane Pont, Präsident*

# Rapport d'activité 2014

Une fois n'est pas coutume, de nombreux dossiers et problématiques particulièrement importants pour les communes valaisannes ont mobilisé durant l'année écoulée la Fédération des Communes Valaisannes qui a consacré beaucoup d'efforts à leurs traitements, afin de défendre efficacement les intérêts de ses membres. Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel de notre fédération durant l'année écoulée. Nous nous limitons toutefois à la description des principales activités.

## Comité / Travail de commissions / Représentation

Le comité s'est réuni lors de huit séances ordinaires en 2014. De nombreux thèmes ont été traités, des prises de position ont été émises et des réponses à des consultations ont été approuvées. Dans le cadre de ces séances, mais aussi en dehors de celles-ci, des rencontres régulières avec les chefs de département cantonaux et les chefs de services ont eu lieu. Ces rencontres ont permis de traiter et de discuter directement des questions ouvertes et des sujets importants.

En 2014, le comité a consacré d'importants efforts à la recherche d'un nouveau secrétaire général suite à la démission de M. Oliver Schnyder qui a décidé de relever un nouveau défi professionnel. Il y a 12 ans, Oliver Schnyder a participé à la mise en place du secrétariat et a considérablement marqué de son empreinte l'activité de la FCV. Il a grandement contribué au développement de notre fédération et en a fait un partenaire important pour le canton. Ce poste a été mis au concours. Une première sélection, suivie de l'audition des candidats sélectionnés, ont été réalisées par une délégation du comité. Sur la base des résultats obtenus, le président a présenté au comité une évaluation des différents candidats. Lors de sa séance du 21 mai 2014, le comité a ensuite nommé Madame Eliane Ruffiner-Guntern comme nouvelle secrétaire générale de la FCV.

Afin d'assurer une activité efficace de la fédération, il est essentiel que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans le processus de prise de décision. Il est par conséquent très important que les communes soient représentées de manière adéquate dans les commissions extraparlimentaires et les groupes de travail.

L'année dernière, des représentants des communes ont participé aux groupes de travail et commissions suivants :

- Groupe de travail cantonal chargé de l'information et du soutien des communes concernant l'Initiative Weber
- Comité de pilotage mandaté d'accompagner la nouvelle politique en matière du développement territorial
- Commission extraparlimentaire pour l'élaboration d'une loi sur les remontées mécaniques
- Groupe de travail « Police cantonale – Polices municipales »
- Groupe de travail concernant la mise en application des autorisations de construire sous forme électronique
- Groupe de travail « Renaturation des cours d'eau »
- Groupe d'accompagnement du Projet Registre foncier 2020

- Groupe de travail pour la facturation de la curatelle éducative et de l'assistance éducative
- Groupe de travail « Structures d'accueil extrafamiliales pour les enfants »
- Groupe de travail chargé de l'élaboration de bases juridiques pour la vidéosurveillance
- Groupe de travail pour la promotion des compétences de base des adultes
- Groupe de travail sur la stratégie hydraulique du canton du Valais
- Groupe de travail « Aires de transit pour les gens du voyage dans le canton du Valais »
- Groupe de travail taxe des sacs poubelles
- Groupe de travail traitant la problématique du recyclage et de la revalorisation des matériaux de démolition
- Commission pour la 2<sup>ème</sup> étape de la révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire
- Commission extraparlamentaire pour la révision totale de la législation sur les constructions
- Association «Branche administration publique Valais» (Formation des apprentis)
- Commission sur les conventions du Réseau Santé Valais
- Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
- Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse
- Conseil cantonal de l'instruction publique
- Commission cantonale de la formation professionnelle
- Commission cantonale de la protection des données
- Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes.

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également entretenu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi que l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne.

### **Procédures de consultation**

A côté de la défense des intérêts des communes dans les délibérations des différents groupes de travail et commissions, une autre tâche importante de la Fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultation cantonale. Dans ce but, le comité élabore et approuve des prises de position qui sont remises à toutes les communes pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la Fédération tenant compte de leur situation spécifique.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants :

- Procédure de consultation concernant la réforme des institutions (R21)

- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile
- Procédure de consultation : Révision partielle de la loi et de l'ordonnance sur les constructions en lien avec les nouvelles dispositions légales fédérales sur l'énergie et l'aménagement du territoire
- Procédure de consultation : Avant-projet de loi cantonale d'application de la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LcApEI)
- Procédure de consultation concernant l'institution d'un conseil de magistrature.

### **Rencontre avec le Conseil d'Etat**

En complément aux rencontres bilatérales avec les différents chefs de départements, le comité de la FCV rencontre une fois par an le Conseil d'Etat. Cette rencontre permet au comité de présenter les exigences et les attentes des communes aux membres du gouvernement valaisan et d'échanger des informations sur les affaires en cours. Cette rencontre s'est déroulée le 8 octobre 2014 et a permis d'aborder les thèmes suivants :

- Budget 2015 : Quelles conséquences des mesures pour les communes valaisannes ?
- Référendum contre ETS 1 : décision et effets pour les finances communales
- Ecole 2017 / La nouvelle Loi sur l'enseignement primaire : Futur de l'école en Valais
- Projet de la troisième correction du Rhône : Quelles seront les prochaines étapes notamment suite à la décision du Grand Conseil de puiser dans le Fonds pour les infrastructures. Conséquences d'un possible référendum ?
- Loi sur les résidences secondaires : Etat de la situation et de la discussion
- Loi sur le tourisme : mise en application et conséquence pour les communes
- Positionnement et soutien du Conseil d'Etat par rapport aux projets d'agglomération actuellement en cours
- Renouvellement de la mensuration officielle : participation des communes selon les diverses lettres entre les communes et l'Office de la géomatique
- Stratégie eau : La «Stratégie Eau» du canton du Valais veut garantir une gestion optimale de l'eau et des multiples fonctions qu'elle remplit. Perspectives pour les communes valaisannes en général ?
- Votation sur les forfaits fiscaux : Avec quels arguments peut-on convaincre la population valaisanne et suisse ? Conséquences d'un Oui ?

### **Séances d'information**

La Fédération des communes valaisannes organise des séances d'informations pour les représentantes et les représentants des communes sur des sujets d'actualité. Au début d'une nouvelle législature, par exemple, la FCV a organisé une séance d'informations dans le Haut-Valais et une autre dans le Bas-Valais pour offrir aux membres des conseils communaux réélus ou nouvellement élus la possibilité d'obtenir des informations essentielles sur les questions fondamentales de leur activité au sein de l'exécutif communal et de s'informer sur des sujets spécifiques sélectionnés. Dans le même cadre, nous proposons également des modules de formation pour les membres des exécutifs communaux.

## **Groupe parlementaire Communes**

Afin d'assurer une défense efficace des intérêts des communes dans les délibérations parlementaires, il est primordial de disposer d'un large soutien de la part des députés. A travers les membres du groupe parlementaire Communes, la FCV dispose d'un lien direct avec le Grand Conseil et les différents groupes politiques. Ceci est très important pour faire valoir les attentes des communes au sein des groupes politiques dès les délibérations préparatoires. Le soutien administratif pour le groupe est assuré par le secrétariat général de la FCV.

### **Dossiers spécifiques**

#### **◆ Réforme des dispositions de la Constitution cantonale relatives à l'organisation territoriale et aux institutions (Réforme R 21)**

Dans le cadre de la planification intégrée pluriannuelle 2010-2013, le Conseil d'Etat s'est engagé à mener une réflexion de fond sur l'avenir des institutions, en particulier quant au régime des districts et au statut des préfets. En exécution de cet engagement et afin de donner suite à l'acceptation de diverses interventions parlementaires, le Conseil d'Etat a nommé une commission extraparlamentaire, placée sous la présidence de l'ancien conseiller d'Etat Thomas Burgener. Elle est chargée d'établir un rapport ainsi que de formuler des propositions concernant l'organisation territoriale et les institutions du canton. Dans son rapport, la commission a répondu de manière détaillée aux questions précises du Gouvernement. La Fédération des communes valaisannes a ensuite été invitée à prendre position dans le cadre de la procédure de consultation. Le comité a élaboré une première prise de position et l'a mise en consultation auprès de l'ensemble des communes. Ces dernières ont eu la possibilité de faire part de leur position et de leurs remarques au secrétariat de la FCV. De nombreux points étaient incontestés par les communes, ce qui a amené la Fédération des communes valaisannes à s'exprimer positivement, notamment, sur l'augmentation du nombre de conseillers d'Etat de 5 à 7 et sur l'élection des membres du Conseil d'Etat selon le système majoritaire. Elle a également approuvé la proposition de mentionner dans la Constitution qu'un conseiller d'Etat au moins doit venir, respectivement, du Haut-Valais, du Valais central et du Bas-Valais. Les questions concernant le maintien de la fonction des préfets et l'inscription, dans la Constitution, d'une structure intermédiaire entre le canton et les communes ont été évaluées négativement. Les communes ont émis des avis divergents, notamment, concernant la redéfinition de la circonscription électorale ainsi que la politique du canton en matière de fusion de communes. Pour ces questions, le comité a opté pour des réponses nuancées de la part de la FCV.

#### **◆ Facturation de la curatelle éducative et de l'assistance éducative**

Après la modification de la loi en faveur de la jeunesse en juin 2014, un groupe de travail comprenant la FCV a été mis en place dans le but d'élaborer des propositions pour la facturation de l'assistance éducative et de la curatelle éducative, d'harmoniser et de simplifier les processus correspondants. La procédure actuelle a été introduite dans le cadre de la NPR II et occasionne d'énormes frais administratifs pour les communes, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) et l'Office pour la protection de l'enfant. Sur proposition du groupe de travail, les nouveaux principes suivants ont été adoptés : l'Office pour la protection de l'enfant facture CHF 300 par mesure et par mois directement à la commune (et non plus à l'APEA), et cela au moyen d'une facture annuelle (jusqu'ici 4 factures par année). Des modifications ont également été introduites concernant la participation des parents. Avec ces nouvelles dispositions, les communes connaissent dorénavant les mesures qu'elles doivent financer. Elles sont mieux intégrées dans la procédure et la charge administrative s'en trouve réduite. Dans le cadre des échanges avec le Service cantonal d'aide à la jeunesse, le comité de la FCV a



également souligné que toutes les questions relatives à l'APEA doivent être suivies attentivement et que l'APEA doit veiller à lever le plus rapidement possible les mesures qui ne sont plus nécessaires dans le cadre de la protection de l'enfant et de l'adulte.

◆ **ExAmen des tâches et des structures de l'Etat (ETS)**

Début janvier 2014, le comité a pris connaissance des propositions faites par le Conseil d'Etat dans le cadre du projet d'Examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS). Le Grand Conseil a traité ce projet en session de mars. Le comité n'a pas estimé nécessaire d'élaborer une prise de position de la FCV pour chaque question et chaque proposition spécifique. Le comité a toutefois estimé que les communes doivent défendre une position claire et s'opposer à d'éventuels reports de charges sur les communes. L'équilibre financier conclu dans le cadre du projet RPT II ne doit pas subir de modifications ponctuelles. La FCV est par conséquent intervenue auprès du Conseil d'Etat pour attirer l'attention sur la position des communes et exiger le respect des principes décidés dans le cadre de la RPT II – notamment le respect de la neutralité des coûts.

◆ **Police cantonale, police communale**

En 2012, le Conseil d'Etat a mis en place un groupe de travail pour traiter la future organisation de la police dans le canton du Valais. Les principes fondamentaux de ce rapport de 2012 étaient les suivants :

- Maintien du système à deux niveaux : police cantonale et police communale.
- Couverture globale et permanente du territoire cantonal par les deux niveaux de polices.
- La police cantonale est compétente pour l'accomplissement des tâches de police judiciaire et le maintien de l'ordre.
- La police communale est compétente pour l'application des règlements de police communaux au niveau des communes et l'accomplissement de tâches spécifiques qui lui sont confiées par la police cantonale.
- La police communale a la possibilité d'engager des assistants de sécurité publique (ASP) non armés pour l'accomplissement de tâches administratives en lien avec l'application des règlements de police communaux.
- Chaque commune dispose d'un règlement de police.

Un nouveau groupe de travail, dans lequel la FCV est également représentée, a été mis en place pour concrétiser ces points. Le rapport du 4 novembre 2014 propose un certain nombre de policiers communaux, en fonction de la région et de la taille de la localité, et décrit des critères précis permettant aux communes et aux régions concernées d'engager un nombre minimum de policiers requis. On fait la distinction entre les villes, les grandes communes, les communes de taille moyenne et les petites communes. Des conditions particulières sont prévues pour les grandes stations touristiques avec plus de 30'000 lits, afin de tenir compte des mouvements touristiques de population. En outre, le rapport propose de transmettre des compétences à la police communale dans certains domaines spécifiques (délégation dans les domaines des stupéfiants, de la LCR, de la prolongation de la détention préventive et de la remise de différents documents officiels). Jusqu'à la date de mise en œuvre proposée, à savoir le 31.12.2017, il s'agit désormais de planifier la mise en œuvre concrète pour chaque région et chaque commune.

Le Président :

Stéphane Pont

La Secrétaire générale :

Eliane Ruffiner-Guntern

# Tätigkeitsbericht 2014

Auch im vergangenen Berichtsjahr gab es zahlreiche Dossiers und Fragestellungen, die für die Walliser Gemeinden von entscheidender Bedeutung waren. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich intensiv mit diesen Dossiers beschäftigt mit dem Ziel, die Interessen seiner Mitglieder wirkungsvoll zu vertreten. Es freut uns, Ihnen den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vorzulegen. Wir beschränken uns dabei auf die Darlegung der wichtigsten Aktivitäten.

## **Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen**

Der Vorstand traf sich im Jahr 2014 zu insgesamt acht ordentlichen Sitzungen. An diesen Sitzungen wurden zahlreiche Themen behandelt, Stellungnahmen abgegeben und Vernehmlassungsantworten verabschiedet. Anlässlich aber auch nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben im Berichtsjahr regelmässig Treffen mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, an denen offene Fragen und bedeutende Themen direkt behandelt und besprochen werden konnten.

2014 hat sich der Vorstand intensiv mit der Suche nach einem neuen Generalsekretär beschäftigt, nachdem sich der langjährige Generalsekretär Oliver Schnyder entschieden hat, sich beruflich neu zu orientieren. Oliver Schnyder hat vor 12 Jahren das Sekretariat mitaufgebaut und die Verbandsarbeit in dieser Zeit entscheidend geprägt. Er hat wesentlich dazu beigetragen, dass der Verband Walliser Gemeinden heute ein privilegierter Partner des Kantons ist. Die Stelle wurde öffentlich ausgeschrieben. Eine erste Selektion und die Anhörung der ausgewählten Kandidaten wurden durch eine Delegation des Vorstandes vorgenommen. Auf der Grundlage der Ergebnisse dieser Anhörungen hat der Präsident eine zusammenfassende Darstellung der Beurteilung der einzelnen Kandidaten vorgenommen. Der Vorstand wählte dann an seiner Sitzung vom 21. Mai 2014 Frau Eliane Ruffiner-Guntern zur neuen Generalsekretärin des VWG.

Um eine wirkungsvolle Verbandstätigkeit gewährleisten zu können, ist es zentral, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Deshalb ist es wichtig, dass die Gemeinden in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Arbeitsgruppen angemessen vertreten sind.

Im vergangenen Jahr arbeiteten Vertreter der Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen mit:

- Kantonale Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Information und Unterstützung der Gemeinden in Sachen Zweitwohnungsinitiative
- Kantonaler Lenkungsausschuss betreffend Neuausrichtung der Politik im Bereich Raumentwicklung
- Ausserparlamentarische Kommission zur Erarbeitung eines Gesetzes über die Bergbahnen
- Arbeitsgruppe „Kantonspolizei – Gemeindepolizei“
- Arbeitsgruppe betreffend Umsetzung der elektronischen Baubewilligung
- Arbeitsgruppe „Renaturierung der Wasserläufe“
- Begleitgruppe des Projekts Grundbuch 2020

- Arbeitsgruppe betreffend der Fakturierung von Erziehungsbeistand und Erziehungshilfe
- Arbeitsgruppe „Familienexterne Betreuungseinrichtungen von Kindern“
- Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Erarbeitung der Gesetzesgrundlagen für die Videoüberwachung
- Arbeitsgruppe zur Förderung der Grundkompetenzen Erwachsener
- Arbeitsgruppe betreffen der Wasserstrategie im Kanton Wallis
- Arbeitsgruppe „Transitplätze für Fahrende im Kanton Wallis“
- Arbeitsgruppe Abfallsackgebühren
- Arbeitsgruppe betreffend Recycling und Aufbereitung von Abfallmaterialien
- Kommission für die 2. Etappe der Revision des kantonalen Gesetzes über die Raumplanung
- Ausserparlamentarische Kommission zur Totalrevision des Baugesetzes
- Vereinigung „Branche öffentliche Verwaltung Wallis“ (Lehrlingsausbildung)
- Commission des conventions des Gesundheitsnetzes Wallis
- Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
- Vereinigung für Prophylaxie und Jugendzahnpflege
- Kantonale Berufsbildungskommission
- Kantonale Bildungskommission
- Kantonale Datenschutzkommission
- Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone, dem Schweizerischen Gemeindeverband sowie dem Schweizerischen Städteverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne.

### **Vernehmlassungsverfahren**

Eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes ist die Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen der kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:

- Vernehmlassungsverfahren betreffend Reform der Institutionen (R21)
- Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf des Gesetzes über die Unterbringung von Asylsuchenden in kollektiven Unterkünften

- Vernehmlassungsverfahren zur Teilrevision des Baugesetzes und der Bauverordnung in Zusammenhang mit den neuen bundesrechtlichen Bestimmungen über die Energie und die Raumplanung
- Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf für ein kantonales Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Stromversorgung (StromVG)
- Vernehmlassungsverfahren betreffend der Einrichtung eines Justizrates

### **Treffen mit dem Staatsrat**

Nebst den bilateralen Treffen mit einzelnen Departementsvorstehern trifft sich der Vorstand des VWG einmal jährlich mit dem Gesamtstaatsrat. Diese Begegnung bietet dem Vorstand die Möglichkeit, die Forderungen und Anliegen der Gemeinden vor dem Gesamtstaatsrat anzubringen sowie einen gegenseitigen Informationsaustausch zu laufenden Angelegenheiten mit den Mitgliedern der Regierung zu pflegen. Das letztjährige Treffen fand am 8. Oktober 2014 statt und folgende Themenbereiche wurden behandelt:

- Budget 2015: Welche Auswirkungen haben die Massnahmen auf die Walliser Gemeinden?
- Referendum gegen PAS 1: Auswirkungen auf die kommunalen Finanzen?
- Walliser Schule 2017 / Das neue Primarschulgesetz: Wie sieht die Zukunft des Schulwesens im Wallis aus?
- Dritte Rhonekorrektur: Welches sind die nächsten Etappen nach dem Entscheid des Grossrates, die Infrastruktur aus den Fonds zu finanzieren? Was wären die Auswirkungen eines Referendums?
- Zweitwohnungsgesetz: Zwischenstand und Stand der Gespräche.
- Tourismusgesetz: Umsetzung und Konsequenzen für die Gemeinden.
- Position und Unterstützung des Staatsrats im Zusammenhang mit den aktuellen Agglomerationsprojekten.
- Erneuerung der amtlichen Vermessung: Beteiligung der Gemeinden gemäss den diversen Schreiben zwischen den Gemeinden und der Dienststelle für Geomatik.
- Wasserstrategie: Die Wasserstrategie des Kantons Wallis will eine optimale Bewirtschaftung des Wassers sicherstellen. Bedeutung und Perspektiven für die Walliser Gemeinden?
- Abstimmung über die Pauschalbesteuerung: Mit welchen Argumenten kann die Walliser und die Schweizer Bevölkerung überzeugt werden? Konsequenzen eines „Ja“?

### **Informationsveranstaltung**

Der Verband Walliser Gemeinden organisiert Informationsveranstaltungen für die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu wichtigen und aktuellen Themenbereichen. Zu Beginn einer neuen Legislaturperiode beispielsweise führt der VWG jeweils Informationsveranstaltung im Ober- und Unterwallis durch mit dem Ziel, den neu- und wiedergewählten Mitgliedern des Gemeinderates die Möglichkeit zu geben, sich aus erster Hand zu grundsätzlichen Fragen zur Arbeit in einer Gemeindeexekutive sowie zu ausgewählten

spezifischen Themenbereichen zu informieren. Im gleichen Rahmen werden auch Ausbildungsmodule für Mitglieder der Gemeindeexekutiven angeboten.

## **Parlamentarische Gruppe Gemeinden**

Damit eine wirkungsvolle Vertretung der Interessen der Gemeinden in den parlamentarischen Beratungen gewährleistet werden kann, ist es wichtig, über eine breite Abstützung bei den Abgeordneten zu verfügen. Über die Mitglieder der parlamentarischen Gruppe Gemeinden verfügt der VWG über einen direkten Draht in den Grossen Rat und in die einzelnen politischen Fraktionen. Dies ist von Bedeutung, damit die Anliegen der Gemeinden bereits in den vorbereitenden Beratungen in den politischen Fraktionen einfließen können. Der administrative Support für die Gruppe wird durch das Generalsekretariat des VWG sichergestellt.

## **Spezifische Dossiers**

### **◆ Reform der Bestimmungen der Kantonsverfassung in Bezug auf die territoriale Organisation und die Institutionen (Reform R21)**

In der Mehrjahresplanung 2010-2013 verpflichtete sich der Staatsrat grundlegende Überlegungen über die Zukunft der Institutionen anzustellen, insbesondere in Bezug auf die Bezirksordnung und das Präfektenstatut. Um dieser Verpflichtung nachzukommen sowie in Beantwortung der verschiedenen angenommenen parlamentarischen Interventionen hat der Staatsrat eine ausserparlamentarische Kommission ernannt, welche beauftragt wurde, einen Bericht sowie Vorschläge betreffend die territoriale Organisation und die Institutionen des Kantons auszuarbeiten. Die Kommission hat in der Folge in ihrem Bericht im Detail auf die von der Regierung präzise gestellten Fragen Antwort gegeben. Der Verband Walliser Gemeinden wurde im anschliessend durchgeführten Vernehmlassungsverfahren zur Stellungnahme eingeladen. Der Vorstand arbeitete eine erste Stellungnahme aus und stellte diese sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zu. Letztere hatten die Möglichkeit, ihre Positionen und Anmerkungen der Geschäftsstelle des VWG mitzuteilen. Zahlreiche Fragen waren bei den Gemeinden unbestritten und so äusserte sich der Verband Walliser Gemeinden unter anderem positiv zur Erhöhung der Anzahl Staatsräte von 5 auf 7 und dazu, dass die Mitglieder des Staatsrates nach dem Majorzsystem gewählt werden sollen. Zudem wurde dem Vorschlag zugestimmt in der Verfassung festzuhalten, dass mindestens ein Staatsrat aus dem Oberwallis, dem Mittelwallis und dem Unterwallis stammen soll. Negativ wurden die Fragen nach der Aufrechterhaltung der Funktion des Präfekten und einer in der Verfassung vorgesehenen Struktur zwischen Kanton und Gemeinden beurteilt. Die unter den Gemeinden divergierenden Antworten betrafen insbesondere die Frage nach einer allfälligen Neudefinition der Wahlkreise sowie betreffend der Fusionspolitik des Kantons. Der Vorstand entschied sich bei diesen Fragen für eine differenzierte Beantwortung seitens des VWG.

### **◆ Fakturierung von Erziehungsbeistand und Erziehungshilfe**

Nach der Anpassung des Jugendgesetzes im Juni 2014 wurde unter Einbezug des VWG eine Arbeitsgruppe eingesetzt, um Vorschläge für die Fakturierung von Erziehungshilfe und Erziehungsbeistand auszuarbeiten, die Prozesse in diesem Zusammenhang zu vereinheitlichen und zu vereinfachen. Das bisherige Vorgehen wurde im Rahmen von NRP II eingeführt und verursacht einen enormen administrativen Aufwand für die Gemeinden, die Kinder- und Erwachsenenschutzbehörde KESB und das Amt für Kinderschutz. Auf Vorschlag der Arbeitsgruppe wurden folgende neuen Prinzipien

beschlossen: Das Amt für Kinderschutz fakturiert 300 CHF pro Massnahme pro Monat direkt an die Gemeinde (nicht mehr an die KESB) und zwar mit einer Rechnung pro Jahr (bisher 4 Rechnungen pro Jahr). Auch bei der Beteiligung der Eltern wurden Anpassungen vorgenommen. Mit dieser neuen Regelung wissen die Gemeinden in Zukunft, welche Massnahmen sie finanzieren, sie sind besser im Prozess integriert und der administrative Aufwand wird reduziert. Im Austausch mit der Dienststelle für Jugend hat der Vorstand der VWG auch ausdrücklich betont, dass alle Fragen im Zusammenhang mit den KESB aufmerksam zu verfolgen sind und dass die KESB darauf zu achten haben, dass nicht mehr benötigte Massnahmen im Rahmen des Kinder- und Erwachsenenschutzes so rasch wie möglich aufzuheben sind.

#### ◆ **Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS)**

Der Vorstand hat Anfang Januar 2014 von den im Rahmen des Projekts zur Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS) gemachten Vorschlägen durch den Staatsrat Kenntnis genommen. Der Grosse Rat behandelte dieses Projekt im Rahmen seiner März-Session. Der Vorstand fand es nicht für angemessen, zu jeder einzelnen Fragestellung und zu jedem einzelnen spezifischen Vorschlag eine Position seitens des VWG zu verabschieden. Jedoch war der Vorstand der Meinung, dass die Gemeinden eine klare Position vertreten und sich dabei mit aller Deutlichkeit gegen allfällige Kosten- und Aufgabenüberwälzungen auf die Gemeinden zur Wehr setzen müssen. Das im Rahmen des Projektes NFA-II beschlossene Finanzgleichgewicht darf keine punktuellen Änderungen erfahren. Der VWG hat denn auch schriftlich beim Staatsrat interveniert, auf die vorgenannte Position der Gemeinden hingewiesen und die Einhaltung der im Rahmen des NFA-II beschlossenen Prinzipien verlangt – insbesondere auch des Prinzips der Kostenneutralität.

#### ◆ **Kantonspolizei Gemeindepolizei**

2012 hat der Staatsrat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, um die künftige Organisation der Polizei im Kanton Wallis zu behandeln. Die Grundprinzipien dieses Berichts von 2012 waren:

- Beibehaltung des Systems auf zwei Ebenen: Kantonspolizei und Gemeindepolizei
- Globale und permanente Abdeckung des Kantonsgebiets durch beide Polizeiebenen
- Die Kantonspolizei ist zuständig für die Ausführung der Aufgaben im gerichtspolizeilichen Bereich und die Aufrechterhaltung der Ordnung.
- Die Gemeindepolizei ist zuständig für die Anwendung der kommunalen Polizeireglemente auf Gemeindeebene und die Ausführung von spezifischen Aufgaben, welche ihnen die Kantonspolizei auf Anfrage hin übertragen hat.
- Die Gemeindepolizei hat die Möglichkeit, nicht bewaffnete Sicherheitsassistenten (ASP) für die Ausführung von administrativen Aufgaben im Zusammenhang mit der Anwendung der kommunalen Polizeireglemente anzustellen.
- Jede Gemeinde verfügt über ein Polizeireglement.

Um diese Punkte zu konkretisieren wurde eine neue Arbeitsgruppe eingesetzt, in welcher der VWG ebenfalls vertreten war. Deren Bericht vom 4. November 2014 schlägt eine Anzahl Gemeindepolizisten vor je nach Gegend und Grösse der Ortschaft und beschreibt genaue Kriterien, welche es den betroffenen Gemeinden und Regionen ermöglichen, das Minimum an geforderten Polizisten anzustellen. Es wird unterschieden zwischen Städten, bedeutenden Gemeinden, Gemeinden von mittlerer Bedeutung und kleinen Gemeinden. Spezielle Bedingungen sind vorgesehen für die grossen Tourismusstationen mit mehr als 30'000 Betten, um den touristischen Bevölkerungsbewegungen Rechnung zu tragen. Der

Bericht schlägt zudem vor, in gewissen spezifischen Bereichen Befugnisse an die Gemeindepolizei zu übertragen (Delegation in Sachen Betäubungsmittel, in Sachen SVG, Verlängerung der Untersuchungshaft, Zustellung von verschiedenen offiziellen Dokumenten). Bis zum vorgeschlagenen Umsetzungstermin vom 31.12.2017 wird es nun darum gehen, für jede Gemeinde und jede Region die konkrete Umsetzung zu planen.

Der Präsident:

Stéphane Pont

Die Generalsekretärin:

Eliane Ruffiner-Guntern

	<b>Comptes 2013 CHF</b>	<b>Budget 2014 CHF</b>	<b>Comptes 2014 CHF</b>	<b>Budget 2015 CHF</b>	<b>Budget 2016 CHF</b>
<b>Recettes:</b>					
Cotisations des membres	217'086.30	205'000.00	217'278.20	210'000.00	210'000.00
Montant de base	8'900.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00
Intérêts bancaires	103.10	200.00	78.20	200.00	100.00
<b>Total Recettes</b>	<b>226'089.40</b>	<b>214'200.00</b>	<b>226'356.40</b>	<b>219'200.00</b>	<b>219'100.00</b>
<b>Dépenses:</b>					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité	-52'944.00	-52'944.00	-43'240.00	-52'944.00	-40'000.00
Mandat secrétaire général	-90'000.00	-90'000.00	-83'658.20	-90'000.00	-90'000.00
Charges sociales / Recrutement du personnel	-16'996.95	-17'000.00	-24'178.90	-17'000.00	-17'000.00
Frais	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00
Présidence / Comité / Commissions	-20'639.15	-20'000.00	-21'387.40	-20'000.00	-25'000.00
Charges AVS Présidence (2009 - 2012)	-3'146.10	0.00	0.00	0.00	0.00
Assemblée générale et Rapport annuel	-7'172.54	-6'000.00	-5'444.30	-6'000.00	-6'000.00
Séance d'information	-4'688.70	-4'500.00	0.00	-4'500.00	-4'500.00
Formation des apprentis communaux ☒	-5'000.00	-5'000.00	-5'000.00	-10'000.00	-10'000.00
Convention de formation	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'700.00	-1'150.00	-1'200.00	-1'500.00	-1'500.00
Hosting / Homepage / Communication	-2'088.60	-2'000.00	-3'597.15	-2'000.00	-4'000.00
Contribution de soutien, projets	0.00	0.00	-14'711.90	0.00	-6'000.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	-97.06	-300.00	-52.05	-300.00	-100.00
Divers	-3'484.50	-3'000.00	-1'002.00	-3'000.00	-3'000.00
Initiative Weber / Campagne contre la LAT	-18'321.15	0.00	-417.15	0.00	0.00
<b>Total Dépenses</b>	<b>-232'078.75</b>	<b>-207'694.00</b>	<b>-209'689.05</b>	<b>-213'044.00</b>	<b>-212'900.00</b>
<b><i>Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice</i></b>	<b><i>-5'989.35</i></b>	<b><i>6'506.00</i></b>	<b><i>16'667.35</i></b>	<b><i>6'156.00</i></b>	<b><i>6'200.00</i></b>



Bezeichnung	Rechnung 2013 CHF	Budget 2014 CHF	Rechnung 2014 CHF	Budget 2015 CHF	Budget 2016 CHF
<b>Einnahmen:</b>					
Mitgliederbeiträge	217'086.30	205'000.00	217'278.20	210'000.00	210'000.00
Sockelbeitrag	8'900.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00
Bankzinsen	103.10	200.00	78.20	200.00	100.00
<b>Total Einnahmen</b>	<b>226'089.40</b>	<b>214'200.00</b>	<b>226'356.40</b>	<b>219'200.00</b>	<b>219'100.00</b>
<b>Ausgaben:</b>					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Buchhaltung, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial)	-52'944.00	-52'944.00	-43'240.00	-52'944.00	-40'000.00
Mandat Generalsekretärin	-90'000.00	-90'000.00	-83'658.20	-90'000.00	-90'000.00
Lohnnebenkosten / Personalbeschaffung	-16'996.95	-17'000.00	-24'178.90	-17'000.00	-17'000.00
Spesen	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	-20'639.15	-20'000.00	-21'387.40	-20'000.00	-25'000.00
AHV-Beiträge Präsidium (2009 - 2012)	-3'146.10	0.00	0.00	0.00	0.00
Generalversammlung und Jahresbericht	-7'172.54	-6'000.00	-5'444.30	-6'000.00	-6'000.00
Informationsveranstaltung	-4'688.70	-4'500.00	0.00	-4'500.00	-4'500.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	-5'000.00	-5'000.00	-5'000.00	-10'000.00	-10'000.00
Ausbildungsvereinbarung	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'700.00	-1'150.00	-1'200.00	-1'500.00	-1'500.00
Hosting / Homepage / Kommunikation	-2'088.60	-2'000.00	-3'597.15	-2'000.00	-4'000.00
Unterstützungsbeiträge Projekte	0.00	0.00	-14'711.90	0.00	-6'000.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	-97.06	-300.00	-52.05	-300.00	-100.00
Diverses	-3'484.50	-3'000.00	-1'002.00	-3'000.00	-3'000.00
Zweitwohnungsinitiative / Kampagne Raumplanungsgesetz	-18'321.15	0.00	-417.15	0.00	0.00
<b>Total Ausgaben</b>	<b>-232'078.75</b>	<b>-207'694.00</b>	<b>-209'689.05</b>	<b>-213'044.00</b>	<b>-212'900.00</b>
<b>Betriebsgewinn / Betriebsverlust</b>	<b>-5'989.35</b>	<b>6'506.00</b>	<b>16'667.35</b>	<b>6'156.00</b>	<b>6'200.00</b>

## BILAN

<b>ACTIF</b>		<b>31.12.2014</b>		<b>31.12.2013</b>
Compte auprès de la BCV	Fr.	147'396.85	Fr.	136'946.05
Actifs transitoires	Fr.	887.95	Fr.	0.00
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>148'284.80</b>	<b>Fr.</b>	<b>136'946.05</b>

<b>PASSIF</b>		<b>31.12.2014</b>		<b>31.12.2013</b>
Créanciers	Fr.	5'741.40	Fr.	0.00
Passifs transitoires	Fr.	0.00	Fr.	11'070.00
Fortune	Fr.	125'876.05	Fr.	131'865.40
Bénéfice/Perte	Fr.	16'667.35	Fr.	-5'989.35
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>148'284.80</b>	<b>Fr.</b>	<b>136'946.05</b>

---

## BILANZ

<b>AKTIVEN</b>		<b>31.12.2014</b>		<b>31.12.2013</b>
Bankkonto WKB	Fr.	147'396.85	Fr.	136'946.05
Transitorische Aktiven	Fr.	887.95	Fr.	0.00
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>148'284.80</b>	<b>Fr.</b>	<b>136'946.05</b>

<b>PASSIVEN</b>		<b>31.12.2014</b>		<b>31.12.2013</b>
Kreditoren	Fr.	5'741.40	Fr.	0.00
Transitorische Passiven	Fr.	0.00	Fr.	11'070.00
Vermögen	Fr.	125'876.05	Fr.	131'865.40
Gewinn/Verlust	Fr.	16'667.35	Fr.	-5'989.35
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>148'284.80</b>	<b>Fr.</b>	<b>136'946.05</b>

# FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes

Verband Walliser Gemeinden

---

## Rapport des vérificateurs de comptes 2014 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2014.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes :

Nellen Markus



Jean-Michel Gaillard



Baltschieder / Riddes, le 1<sup>er</sup> avril 2015

**COMITE ET SECRETARIAT DE LA FEDERATION DES COMMUNES VALAISANNES**

<b>Stéphane PONT</b>	Mollens	Rte de Montana 25 3974 Mollens VS	adm com: 027 481 11 21 fax: 027 480 15 04 natel: 079 572 34 08	e-mail: <a href="mailto:stephane.pont@cransmontana.ch">stephane.pont@cransmontana.ch</a>	Président
<b>Damien METRAILLER</b>	Evolène	Rue Centrale 236 1983 Evolène	adm com: 027 283 13 00 fax: 027 283 31 01	e-mail: <a href="mailto:damien.metrailler@admin-evolene.ch">damien.metrailler@admin-evolene.ch</a>	Vice-Président
<b>Niklaus FURGER</b>	Visp	Weingartenweg 24 3930 Visp	adm com: 027 948 99 10 fax: 027 948 99 01 natel: 079 436 51 53	e-mail: <a href="mailto:praesident@visp.ch">praesident@visp.ch</a>	Vize-Präsident
<b>Christine CLAUSEN</b>	Ernen	3995 Ernen	adm com: 027 971 14 28 fax: 027 971 36 83 natel: 079 822 47 66	e-mail: <a href="mailto:christine.clausen@fernuni.ch">christine.clausen@fernuni.ch</a>	
<b>Stéphane COPPEY</b>	Monthey	Route de Mareindeux 30 1870 Monthey	adm com: 024 475 75 11 fax: 024 475 77 99	e-mail: <a href="mailto:stephane.coppey@monthey.ch">stephane.coppey@monthey.ch</a>	
<b>Lise DELALOYE</b>	Ardon	Rue des Collonges 7 1957 Ardon	adm com: 027 305 15 85 fax: 027 305 15 82 natel: 079 644 31 04	e-mail: <a href="mailto:lise.delaloye@ardon.ch">lise.delaloye@ardon.ch</a>	
<b>Daniel FOURNIER</b>	Dorénaz	Rue de la Scie 10 1905 Dorénaz	adm com: 027 764 16 48 fax: 027 722 93 56	e-mail: <a href="mailto:commune@dorenaz.ch">commune@dorenaz.ch</a>	Caissier
<b>Stève LATTION</b>	Liddes	Rue de la Blantze 12 1945 Liddes	Adm com.: 027 782 61 61 Fax: 027 782 61 60 Natel: 079 291 59 07	e-mail: <a href="mailto:steve.lattion@netplus.ch">steve.lattion@netplus.ch</a>	
<b>Gilbert LORETAN</b>	Varen	3953 Varen	adm com.: 027 473 15 77 fax: 027 473 40 68 Natel: 078 601 75 90	e-mail: <a href="mailto:loretan.albrecht@bluewin.ch">loretan.albrecht@bluewin.ch</a>	
<b>Oliver SCHNYDER</b> (jusqu'au 31 juillet 2014)		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel: 079 337 46 65	e-mail: <a href="mailto:info@fcv-vwg.ch">info@fcv-vwg.ch</a>	Secrétariat général
<b>Eliane RUFFINER</b> (depuis 1er septembre 2014)		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel : 078 758 50 05	e-mail: <a href="mailto:info@fcv-vwg.ch">info@fcv-vwg.ch</a>	



## Adresse:

Fédération des Communes Valaisannes  
Secrétariat général  
Case postale 685  
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden  
Generalsekretariat  
Postfach 685  
3900 Brig

Tel. 027 924 66 00

Fax. 027 924 66 01

[info@fcv-vwg.ch](mailto:info@fcv-vwg.ch)

<http://www.fcv-vwg.ch>